

Consommation durable | Michel Dejong - Karin Dubois - Solène Houzé

La consommation durable en temps de COVID-19





: lien consultable en ligne ou téléchargeable

Introduction

La crise sanitaire due à l'épidémie de COVID-19 a secoué le fonctionnement de notre société en 2020. Le secteur de la santé publique a été le premier exposé à la vague de contamination mais les bouleversements sont également sociaux, démographiques, économiques, politiques, etc.

Il est sûr que nous avons vécu une période particulière qui a amené son lot de réflexions et de discussions au sein des ménages. La période de confinement a ainsi été propice, pour les plus chanceux, à l'émergence de questionnements sur le mode de fonctionnement de la société, sur nos modes de vies et nos priorités au quotidien. Pour les moins bien lotis, les réflexions portaient plus que jamais sur la fin du mois. Ainsi, s'il est susceptible de toucher tout le monde, on a bien dû constater que chaque personne n'avait pas les mêmes armes pour répondre à ce virus.

De cette année 2020, on retiendra surtout le traumatisme de l'abandon des maisons de repos et les applaudissements à 20h00 (lors de la première vague) pour un personnel médical qui s'épuise. Dans le champ plus spécifique de la consommation, on gardera en souvenir les files devant les magasins, les clients poussant des caddies désinfectés, les masques et les bouteilles de gel, les rayons vides, les villes vides aussi, la plupart des commerces fermés.

En matière de consommation durable, le COVID-19 a eu son lot d'impacts. Négatifs tout d'abord avec un système alimentaire tendu, une augmentation des prix, et des décisions concernant l'environnement et le climat qui se voient suspendues. Des impacts positifs aussi avec l'émergence d'une solidarité collective spontanée, le succès temporaire des circuits courts et l'apparition, dans la presse écrite, d'une réflexion sur la société post-COVID.

Plus que toutes ces conséquences, ce qui a le plus marqué nos publics, ce sont la peur, la solitude et le manque de l'autre. La peur du virus, d'être contaminé lors d'un contact, de perdre quelqu'un, d'aller à l'hôpital se soigner pour une autre pathologie, la crainte de perdre son emploi, de s'endetter, de vivre comme ça des années.

À côté de cela, il faut aussi constater que 2020 n'aura pas été une année perdue pour toutes les entreprises. C'était une belle opportunité pour qui voulait déployer la 5G et les technologies de surveillance. Quant aux secteurs de la distribution et de la vente en ligne, ils ne devraient pas se plaindre en faisant le bilan de l'année.

De quelle manière ce virus a-t-il bousculé le secteur alimentaire et celui de l'énergie ? Comment les personnes plus fragiles ont-elles vécu ces bouleversements ? Et de quelle manière les citoyens se sont-ils organisés pour faire face à quelques défaillances de notre société à prendre soin des plus précaires et des personnes de plus en plus nombreuses à sombrer dans les difficultés ? C'est ce que nous tentons d'analyser avec l'aide de quelques personnes qui ont pu exprimer leur vécu dans nos ateliers... entre deux confinements.

I. Un système alimentaire tendu

Notre système alimentaire en question

La consommation alimentaire a été au cœur des réflexions et des actions citoyennes de ce confinement. Plus globalement, la crise a permis de mettre en lumière les défaillances de notre système alimentaire. Son fonctionnement a été déstabilisé, prouvant ainsi son manque de résilience face aux potentielles crises. Ainsi, des milliers de travailleurs saisonniers ont été bloqués aux frontières, perturbant les récoltes, notamment de fraises et d'asperges. Ensuite, certains secteurs, comme l'industrie de la viande, ont connu d'énormes gaspillages de stocks. La contamination d'une grande partie du personnel des abattoirs a contribué au ralentissement des abattages, voire à la fermeture des établissements. La concentration du secteur n'a pas aidé. Le nombre de centres d'abattage s'est réduit, concentrant toujours plus d'employés dans des endroits froids et humides, conditions favorables à la propagation du virus. De nombreux producteurs n'ont donc pas pu faire abattre leur bétail, les poussant à euthanasier leurs animaux par manque d'espace. Du côté de la distribution, la situation est loin d'être meilleure.¹ Le modèle de la grande distribution a également connu des failles. L'approvisionnement en flux-tendu s'est révélé inadapté à la hausse de la demande dans les supermarchés. En résultent des hausses de prix, des pénuries dans les rayons, surtout au niveau des produits frais et les effrayants débordements dans les magasins

¹ M-J. BELIVEAU, « Résilience alimentaire en temps de crise : repenser le système alimentaire brisé ! », Greenpeace.org, 2 juillet 2020, [en ligne :] <https://www.greenpeace.org/canada/fr/histoires/39880/resilience-alimentaire-en-temps-de-crise-repenser-le-systeme-alimentaire-brise>, consulté le 1^{er} octobre 2020.

au début de la crise.² Ces débordements, révélateurs des craintes de privation comme les ont connues les plus âgés pendant ou après-guerre, n'ont fait que participer davantage à l'insuffisance de certains produits. Un cercle vicieux s'est installé pendant un temps contraignant les employés de supermarchés à remplir les rayons à des cadences indécentes jusqu'à épuisement de leurs stocks.

Dans nos ateliers en éducation permanente, des femmes ont témoigné à ce sujet : « tu fais la queue pendant une heure trente en plein soleil. Et quand tu entres dans le magasin, tu te rends compte que les gens sont fous. J'ai vu des femmes sortir avec des caddies remplis de pain et de bouteilles d'eau. Après, on a limité le nombre de produits par ménages. Mais en attendant, on ne trouvait plus le nécessaire, plus de pâtes, de riz, de papier WC ». « Ma belle-mère a fait partie de ces gens-là. Elle avait peur. Sa paranoïa a pris le dessus. On lui a dit d'arrêter de regarder le journal télé. Elle n'avait plus aucune joie de vivre, c'était difficile de la voir comme ça ».

Dans un autre groupe, une femme s'exprime sur la hausse des prix qui perdure : « le prix des courses a augmenté ! Avant le Lidl était moins cher que les autres magasins mais maintenant tu ne vois plus la différence. Ils sont tous chers ». Avant le premier confinement, ces personnes consultaient toutes les promotions dans les toutes-boîtes pour repérer les produits les moins chers, mais selon elles, cela ne vaut plus la peine de le faire.

II. Des circuits courts qui cartonnent... temporairement

L'accès à une alimentation saine, écologique et locale est une demande réelle de la part des citoyens. Elle apparaît dans le top des priorités auxquelles doivent être destinées les aides publiques d'après le sondage, réalisé par Greenpeace, auprès de 1 500 personnes interrogées sur le monde qu'elles voudraient voir émerger de la crise du coronavirus. Ainsi notre façon de consommer a été profondément modifiée pendant le confinement. Face à la fermeture des restaurants, cantines et autres établissements pour manger

² « Le COVID-19 et la crise dans les systèmes alimentaires. Symptômes, causes et solutions potentielles », Communiqué d'IPES-Food, avril 2020, [en ligne :] http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/COVID19%20COMMUNICATION_FR.pdf, consulté le 1^{er} octobre 2020.

« sur le pouce », certains ont redécouvert le plaisir de cuisiner. D'autres ont pu prendre le temps qu'ils n'avaient pas pour redécouvrir leur alimentation. Enfin, d'autres encore ont totalement réinterrogé leurs modes de consommation par rapport à leur santé.³

Une tendance pour l'alimentation locale et les petits producteurs s'est donc clairement dessinée parmi les consommateurs. Là où les réflexions étaient déjà bien présentes, le confinement a permis à certains de franchir le pas d'acheter local, dans les petits commerces ou chez les producteurs. Si les facteurs temps et changement d'organisation ont joué un grand rôle dans ce basculement des modes de consommation, il ne faut pas sous-estimer l'importance du besoin de lien social ou la recherche de qualité dans l'alimentation qui ont accompagné les consommateurs dans leurs démarches.⁴ Enfin, face au contexte de crise, ce sont les alternatives locales et informelles qui ont su se réinventer et s'adapter, là où le modèle de la grande distribution a échoué à le faire. En effet, les groupes de soutien ou d'échanges de conseils ont fleuri sur les réseaux sociaux, les producteurs locaux se sont adaptés au mieux à la demande et des citoyens et associations se sont organisés pour s'entraider en cette dure période.⁵

Pourtant, dès le déconfinement, les tendances à la consommation durable ont semblé se résorber. Entre retour au travail et reprise des habitudes, les consommateurs ont eu du mal à mettre en place durablement leurs changements de consommation. Les producteurs locaux ont ainsi vu bon nombre de leurs nouveaux clients disparaître après le retour « à la normale ».⁶ Si beaucoup de citoyens espèrent et désirent l'émergence d'un monde meilleur, certains restent soit sceptiques, soit ancrés dans leurs habitudes et s'attendent à retrouver le train-train quotidien aussitôt le plus gros de la crise derrière nous.

³ M. DE MUELENAERE, « Les Belges rêvent d'un meilleur monde mais se font peu d'illusions », *LeSoir.be*, 8 juin 2020, [en ligne :] <https://plus.lesoir.be/305621/article/2020-06-08/les-belges-revent-dun-meilleur-monde-mais-se-font-peu-dillusions>, consulté le 1^{er} octobre 2020.

⁴ C. BOURGE, « Consommer local : comment les producteurs trouvent des alternatives en cette période de confinement », *Rtbf.be*, 9 avril 2020, [en ligne :] https://www.rtbf.be/info/societe/detail_consommer-local-comment-les-producteurs-trouvent-des-alternatives-en-cette-periode-de-confinement?id=10479429, consulté le 1^{er} octobre 2020.

⁵ M-J. BELIVEAU, op. cit.

⁶ C. BOROWIAK, « Clients disparus après le déconfinement : la désillusion pour les producteurs locaux », *Rtbf.be*, 28 juin 2020, [en ligne :] https://www.rtbf.be/info/regions/detail_clients-disparus-apres-le-deconfinement-la-desillusion-pour-les-producteurs-locaux?id=10531561, consulté le 1^{er} octobre 2020.

Avant de paraître défaitiste, il faut surtout retenir les leçons que nous a enseignés cette crise. Tout d'abord, on peut y entendre un énième signal d'alarme pour nos systèmes alimentaires. Il est plus que temps de l'écouter et d'agir. Le changement est nécessaire mais aussi demandé par la plupart des citoyens. Les demandes écologiques et sociales émergent d'un côté à l'autre du globe. Tout l'enjeu consiste donc à présent à exploiter ce potentiel de changement pour transformer nos systèmes alimentaires. Maintenant que nous sommes conscients de la vulnérabilité de notre système actuel, continuons à mettre en avant les solutions existantes et appuyons leur institutionnalisation. Car c'est dans la diversité et l'inventivité de ces solutions que se trouve le succès de la résilience de nos systèmes alimentaires. Pour l'instant, les propositions sont amenées par la société civile, mais c'est aux états d'agir pour soutenir ces alternatives au niveau tant national qu'international, et en connexion avec les niveaux régionaux et locaux.⁷

Quant à la baisse de motivation des consommateurs suite au déconfinement, elle nous enseigne également d'autres leçons. Cela nous donne l'occasion de nous interroger sur la durabilité des pratiques de consommation durable dans notre société. En effet, si les consommateurs ont amorcé un changement de pratiques, il n'empêche que leurs achats sont encore inscrits dans le contexte du modèle économiste productiviste. Pour accompagner les changements de consommation, il faut un travail systémique sur l'offre alimentaire et les modes de production.⁸ Les freins à l'accès à une alimentation de qualité pour tous et aux alternatives les proposant ont déjà été discutés longuement dans plusieurs de nos analyses.⁹ Les conséquences de cette crise sur le système alimentaire, les changements provoqués chez les consommateurs et les obstacles à la transition profonde de nos systèmes sont ici de nouveau remis en lumière par le contexte si particulier que nous vivons ensemble. À nous d'en retenir les enseignements pour au moins faire émerger du positif et de l'espoir de toute cette situation exceptionnelle et anxiogène.

⁷ Communiqué d'IPES-Food, *op. cit.*

⁸ N. TAIBI, « Après le déconfinement, la société de consommation reprend ses droits », *Slate.fr*, 16 septembre 2020, [en ligne :] <http://www.slate.fr/story/195035/consommation-confinement-prise-de-conscience-durabilite-circuits-courts-deconfinement-habitudes-capitalisme>, consulté le 2 octobre 2020.

⁹ Voir notamment les analyses de Carine Dusseldorf – <http://www.cpcp.be/publications/alimentation-distribution> et de Solène Houzé – <http://www.cpcp.be/publications/alimentation-saine>.

III. Effet sur les prix

A. Dans les supermarchés

Dans l'alimentaire, on se souviendra des problèmes d'approvisionnement dans des supermarchés dont certains rayons étaient vides les premières semaines de la crise. Bien sûr le comportement des consommateurs n'était pas étranger à cette rareté. Et c'est là que s'est exprimé ce que l'homme a de meilleur ou de plus exécrable; tandis que certains se contentaient de prendre le strict nécessaire et se préoccupaient de laisser à leurs concitoyens de quoi s'approvisionner, d'autres plus égocentriques ou pris de panique dévalisaient avidement les rayons.

Les supermarchés ont en tout cas profité de cet argument qu'est la difficulté de s'approvisionner et de répondre à la demande croissante pour faire fonctionner la loi de l'offre et de la demande et exploser les prix des denrées. Mais selon les grands distributeurs, le prix élevé du caddy est surtout imputable à l'arrêt des promotions qu'ils ont l'habitude de proposer à leurs clients. Et pendant que l'on devait se contenter de cette explication, aucune institution n'est venue leur mettre de limites. On a laissé faire.

« Test Achats a comparé le prix d'un panier de produits pendant la crise avec le prix du 1^{er} mars. Les prix ont le plus augmenté chez Carrefour Hyper (+ 5 %), Collect&Go de Colruyt (+ 5 %) et Colruyt lui-même (+ 6,6 %). Les prix sont restés stables à Aldi, Intermarché et Match »¹⁰. Mais à l'instar des prévisions météorologiques qui annoncent des températures réelles et des températures ressenties, nous avons l'impression, nous les consommateurs, que l'augmentation des prix ressentis avoisine plutôt les 20 %. Ne perdons pas de vue non plus que tous les repas se prennent à la maison. Le télétravail et la fermeture des écoles nous ont éloignés des cantines et des sandwicheries.

Dans le non-alimentaire, tous les commerces ont fermé leurs portes (excepté les librairies qui vendaient du tabac) et pendant ce temps-là, Amazon a continué à s'en mettre plein les poches avec des ventes qui ont bondi de 50 %.

¹⁰ « Confinement : les prix au supermarché ont augmenté de plus de 6 %, selon Test Achats », Le Soir, 3 avril 2020, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/292192/article/2020-04-03/confinement-les-prix-au-supermarche-ont-augmente-de-plus-de-6-selon-test-achats>, consulté le 17 novembre 2020.

Le compte en banque de Jeff Bezos se serait alourdi de 24 milliards de dollars¹¹. Mais ce succès énerve. Lors du second confinement, Anne Hidalgo, la maire de Paris appelle ses concitoyens à ne plus faire les achats sur Amazon pour ne pas tuer économiquement les librairies de France. Et en novembre, une cinquantaine de maisons d'éditions déclarent se retirer de la plateforme Amazon : « Son monde est à l'opposé de celui que nous défendons. Nous ne voulons pas voir les villes se vider pour devenir des cités-dortoirs hyper connectées. Amazon est le fer de lance du saccage des rapports humains et de l'artificialisation de la vie. Nous devons, sans attendre, boycotter et saboter son monopole. »¹²

B. Dans le secteur de l'énergie

À côté des conséquences désastreuses de la pandémie du COVID-19, il y a toutefois une conséquence qu'on serait tenté de qualifier de positive s'il n'y avait pas eu ce prix dramatique à payer. En effet, la pandémie a provoqué une diminution des factures énergétiques. C'est une première depuis plusieurs années. Cette baisse est tout simplement la conséquence de la crise sanitaire du COVID-19 qui a provoqué un ralentissement conséquent de l'économie mondiale. Il y a également d'autres causes, comme la stabilité de l'offre énergétique et l'hiver assez clément que nous avons connu au début 2020. Mais ces paramètres ne sont certainement pas les plus significatifs.

Cette diminution du coût de l'énergie n'est donc pas, comme on aurait pu l'espérer, le fruit d'une politique spécifique tendant à rendre l'énergie plus accessible, elle n'est pas non plus le résultat d'une plus grande concurrence entre fournisseurs, elle-même résultant de l'action des consommateurs qui feraient jouer pleinement la concurrence. Non, c'est une diminution conjoncturelle qui perdra ses effets dès que l'économie se redressera.

¹¹ J-P. LOUIS, « Coronavirus : la fortune de Jeff Bezos gonfle durant la pandémie », *Les Echos*, 16 avril 2020, [en ligne :] <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/coronavirus-la-fortune-de-jeff-bezos-gonfle-durant-la-pandemie-1195348>, consulté le 17 novembre 2020.

¹² E. SUTTON, « Plus de 50 éditeurs quittent Amazon et retirent leurs livres », *IDBox*, 10 novembre 2020, [en ligne :] <https://www.idbox.com/economie-du-livre/plus-de-50-editeurs-quittent-amazon-et-retirent-leurs-livres/?fbclid=IwAR12Ho5kzUqygePJOQVkc2nWXfjPoa9rGkf-50AAm-oRhkPNs5mDrxu9kg>, consulté le 17 novembre 2020.

Ces diminutions, la CREG (la Commission de régulation de l'électricité et du gaz) les estime, pour l'électricité, à 13 % ou 18 % selon que l'on ait un contrat fixe ou variable et pour le gaz à 23 % ou 30 % selon le type de contrat (fixe ou variable).¹³

C'est une bonne nouvelle en soi, les consommateurs vont payer moins cher leur énergie. Mais est-ce que cela va vraiment compenser les pertes de revenus pour ceux qui ont dû rester longtemps au chômage « COVID » ou, pire, qui ont perdu leur emploi ?

Néanmoins, on peut tout de même y voir une autre bonne nouvelle. Car, comme le titrait *Le Soir* dans l'article déjà cité, si les consommateurs réagissent et profitent du moment pour se tourner vers les fournisseurs les moins chers, alors ils vont actionner le mécanisme de la concurrence et pourraient ainsi continuer à faire baisser les prix.

La crise du COVID a eu d'autres conséquences, en particulier pour les détenteurs d'un compteur à budget. Le 18 mars dernier, au début du confinement donc, le Ministre wallon de l'Énergie prenait une mesure pour éviter à ceux-ci de devoir se déplacer pour recharger leur compteur. Il était donc demandé aux GRD (gestionnaire de réseau de distribution) de désactiver la fonction de prépaiement des compteurs. L'électricité et le gaz consommés seraient facturés ultérieurement via une facture de régularisation. Cette mesure n'était pas automatique mais se faisait sur base volontaire. Le client désirant en bénéficier devait faire quelques démarches : il devait passer sa carte dans son compteur, ensuite se rendre à une borne de recharge pour y introduire la carte, puis enfin repasser sa carte dans son compteur. Il était bien précisé qu'il faudrait faire la même démarche lorsque prendrait fin la mesure. Ceci dit, aucune date de fin n'était précisée puisque personne ne pouvait savoir combien de temps allait durer le confinement. Lorsque celui-ci prit fin, les GRD ont multiplié les communications¹⁴ et les rappels pour indiquer que la mesure prendrait fin le 30 juin et qu'il était impératif de réactiver les compteurs via la même triple démarche. Malgré cela, plusieurs milliers de clients, par ignorance, négligence ou oubli, n'ont pas respecté la procédure de rechargement et se sont

¹³ « Les prix de l'énergie en forte baisse : c'est le moment de comparer », *Le Soir*, 17 avril 2020, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/295104/article/2020-04-17/les-prix-de-lenergie-en-forte-baisse-cest-le-moment-de-comparer>, consulté le 16 septembre 2020.

¹⁴ B. PADOAN, « Compteurs à budget : 3.000 coupures chez Resa », *Le Soir*, 30 juin 2020, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/310494/article/2020-06-30/compteurs-budget-3000-coupures-chez-resa>, consulté le 16 septembre 2020.

vu couper l'électricité ou le gaz au 1^{er} juillet. Parmi les clients coupés, certains (une minorité cependant) avaient pourtant fait le nécessaire. Les GRD ORES et RESA ont ainsi été pris d'assaut par des centaines de clients privés d'énergie et forcément mécontents. À Liège la police a même dû intervenir pour maintenir l'ordre¹⁵.

Que penser de tout ceci ? Certes, les clients étaient prévenus, s'ils désactivaient leur compteur, ils savaient qu'ils devraient le réactiver, c'était expliqué dès le départ, même si la date ne pouvait être précisée à ce moment-là. Certains ont été négligents, certes. Pourtant, même des clients ayant fait ce qu'il fallait ont été coupés. Il y a eu des dysfonctionnements chez les GRD, ORES l'a reconnu¹⁶. C'est d'autant plus regrettable que cela impacte des personnes pour la plupart déjà fragilisées.

Mais finalement, on peut se poser la question de l'opportunité de cette démarche. Certes, cela aura évité à des milliers d'utilisateurs de compteurs à budgets de se déplacer durant le confinement. Durant trois mois et demi, ces personnes ont pu continuer à être fournies en énergie. Mais elles devront tout de même régulariser la facture. Combien parmi eux ont fait des provisions ? Loin de nous l'envie de rejouer la fable de la cigale et la fourmi. Mais inévitablement, certains vont connaître des difficultés à régulariser. L'intention était bonne, mais sa concrétisation risque d'aboutir à une nouvelle dette pour de nombreux ménages qui sont déjà endettés. Un comble ! Les CPAS craignent d'ailleurs un afflux de demandes d'aide¹⁷ de la part de ces personnes qui étaient déjà en difficultés financières et qui le seront encore plus en raison de la crise sanitaire. D'autant plus que vu le confinement, ces familles ont dû rester chez elles et ont donc probablement augmenté leur consommation énergétique durant cette période.

¹⁵ M. GRETRY, « Coupure des compteurs à budget : fin des mesures de suspension, et enervement dans les files pour les recharges », *RTBF info*, 30 juin 2020, [en ligne :] https://www.rtbef.be/info/regions/liege/detail_de-l-enervement-dans-les-files-pour-les-recharges-de-compteur-a-budget-chez-resa?id=10533045, consulté le 16 septembre 2020.

¹⁶ « Compteurs à budget coupés : files devant les bureaux d'Ores, également ouverts exceptionnellement ce week-end », *RTBF info*, 3 juillet 2020, [en ligne :] https://www.rtbef.be/info/belgique/detail_votre-compteur-a-budget-est-coupe-ores-confronte-a-un-dysfonctionnement-interne?id=10535482, consulté le 16 septembre 2020.

¹⁷ R. HERMANS, « Compteurs à budget : attention au risque de coupure le 30 juin ! » *RTBF info*, 26 juin 2020, [en ligne :] https://www.rtbef.be/info/societe/detail_comp-teurs-a-budget-attention-au-risque-de-coupure-le-30-juin?id=10529913, consulté le 16 septembre 2020.

C'est sans doute pour cela que le Gouvernement wallon a décidé d'une aide pour tous les ménages équipés d'un compteur à budget en électricité ou en gaz actif en date du 30 juin : une aide de 100 euros pour l'électricité et/ou de 75 euros pour le gaz¹⁸. « C'est toujours ça de pris » pourra-t-on dire, mais ce ne sera sûrement pas suffisant pour combler les difficultés rencontrées durant ces mois de confinement.

C. Le prix de la sécurité : les masques et le gel

On ne peut faire l'impasse sur ces produits de consommation qui sont devenus des objets du quotidien d'autant plus qu'ils ont été mentionnés dans nos groupes : les masques et le gel désinfectant dont les prix ont été tout simplement qualifiés de scandaleux.

En avril, alors qu'il n'y avait pas encore d'obligation de porter un masque, Caroline Sury de *l'Echo* s'interrogeait : « Où en trouver ? On savait que les FFP2 étaient réservés au monde médical alors les citoyens étaient tout simplement appelés à les faire eux-mêmes selon un modèle. Le SPF Santé publique s'est même fendu d'un tutoriel sur son site Internet. Pas doué en couture ? Vous pouvez toujours essayer de vous en procurer un en pharmacie mais de crainte d'une rupture de stock rapide, certaines officines décident de limiter le nombre de masque par client. À ce moment-là, le prix public d'un masque trois-plis se situe entre 1 et 1,50 euro. "Mais j'ai appris que des bandagistes à Bruxelles en proposaient au prix de 3 euros", précise le gérant d'une société de fournitures pharmaceutiques. »¹⁹

Puis on envisage le déconfinement et nous apprenons qu'il n'existe pas de prix plafond pour les masques, contrairement à la France qui a fixé un prix maximal pour le masque chirurgical à 90 cents. Julie Frère, porte-parole de Test Achats, déclare lors d'une interview sur RTL que le coût de ces masques pour-

¹⁸ « Coronavirus et factures d'énergie : sur quelle aide pouvez-vous compter ? », Test Achats, 16 juin 2020, [en ligne :] <https://www.test-achats.be/maison-energie/gaz-electricite-mazout-pellets/news/corona-aide-facture>, consulté le 16 septembre 2020.

¹⁹ C. SURY, « Coronavirus : où acheter des masques ? », *L'Echo*, 8 avril 2020, [en ligne :] <https://www.lecho.be/monargent/budget/coronavirus-ou-acheter-des-masques/10219368.html>, consulté le 10 novembre 2020.

rait représenter 100 à 200 euros par mois pour un ménage en Belgique »²⁰. Tout dépend encore du nombre de membres dans la famille, du nombre de déplacements nécessaires, etc.

Le 4 mai, c'est le déconfinement, l'utilisation des masques de protection doit être largement répandue. Alors, la TVA passe de 21 % à 6 %. Et, malgré les réticences des pharmaciens, les masques sont disponibles dans les grandes surfaces.²¹ Comeos, la fédération belge du commerce et des services, rappelle que la vente des masques aux clients se fera au prix coûtant, moyennant un petit supplément reversé à une bonne œuvre.

À ce moment Delhaize annonce que les masques chirurgicaux sont vendus dans un conditionnement de cinquante pièces par boîte au prix de 31,49 euros, soit 63 cents par masque. Mais des boîtes de cinq sont également disponibles pour la somme de 3,85 euros soit 77 cents par masques.

Pour le gel, pas de limite de prix non plus. Au moment du déconfinement, Jean-Philippe Ducart, directeur de la communication de Test Achats, était interrogé par Fabrice Grosfilley dans la matinale de Bel RTL. Il nous apprend que le prix du gel est limité en France à 15 euros le litre. En Belgique, on a trouvé des bouteilles de 250 ml à ce prix-là. Des pharmaciens ont abusé.²²

En octobre, alors qu'une deuxième vague s'annonce, Test Achats estime que les masques restent encore trop chers. Selon une enquête menée par cet organisme, cet achat « représente un coût mensuel qui peut aller jusqu'à plusieurs dizaines d'euros par mois si vous faites un usage abondant de masques jetables. Si vous utilisez jusqu'à deux masques jetables par jour, votre facture de masques peut représenter plusieurs dizaines d'euros par mois ».

²⁰ Reportage « Coronavirus en Belgique ; faut-il plafonner le prix des masques ? », RTLInfo, 3 mai 2020, [en ligne :] <https://www.bing.com/videos/search?q=prix+des+masques+en+belgique&docid=608038915668118746&mid=C0D77A68839FEF457B2DC0D77A68839FEF457B2D&view=detail&FORM=VIRE>, consulté le 10 novembre 2020.

²¹ « Coronavirus en Belgique : acheter des masques dans les grandes surfaces dès ce mardi, c'est possible », RTBF info, 5 mai 2020, [en ligne :] https://www.rtbf.be/info/societe/detail_coronavirus-en-belgique-acheter-des-masques-dans-les-grandes-surfaces-des-ce-mardi-c-est-possible?id=10495492, consulté le 10 novembre 2020.

²² « Des pharmacies vendent des masques à 6, 10, voire 20 euros l'unité : Test Achats demande une régulation des prix », RTL info, 22 avril 2020, [en ligne :] <https://www.rtl.be/info/belgique/societe/des-pharmacies-vendent-des-masques-a-6-10-voire-20-euros-piece-test-achats-demande-une-regulation-des-prix-1213318.aspx>, consulté le 10 novembre 2020.

Aujourd'hui, le prix des masques est encore problématique, surtout pour les personnes précarisées. Quand l'une d'elle est à la caisse d'un supermarché et qu'il lui manque quelques euros pour pouvoir payer l'ensemble de ses courses, elle laisse les masques à la caissière. Manger ou se protéger. On ne devrait même pas se poser la question. D'ailleurs, toujours selon une enquête de l'association de protection des consommateurs, « 62 % des Belges estiment que les prix des masques buccaux ne sont pas corrects, et 88 % pensent que le gouvernement devrait distribuer des masques gratuits »²³.

Enfin, après leur prix, ce qui désole tout autant un groupe hennuyer (rencontré dans le cadre de nos missions en éducation permanente), c'est de les voir abandonnés sur les trottoirs. Encore une occasion de relever l'incivilité de nombreuses personnes.

IV. Des décisions environnementales suspendues

Les mesures de confinement ont engendré une baisse momentanée des émissions de gaz à effet de serre grâce au ralentissement du transport routier. Ceci dit, réfréons notre enthousiasme car en matière environnementale, la crise sanitaire est un désastre : tous les plastiques à usage unique tels que les masques, gants, blouses et bouteilles de désinfectant que nous utilisons en raison des nouvelles exigences d'hygiène ont contribué à une augmentation de la pollution atmosphérique.

Ajoutons à cela qu'avec le déconfinement, les mauvaises habitudes en matière de mobilité ont repris de plus belle car aucun changement structurel n'a été proposé dans l'intervalle. Personne n'était prêt. Il n'existait – à notre connaissance – aucun plan bien ficelé qui attendait au fond d'un tiroir que vienne enfin une belle opportunité, son heure de gloire.

Au contraire, toutes les décisions concernant l'environnement ont été suspendues. Avant l'émergence du virus, les pays européens s'étaient engagés sur la voie d'un pacte vert européen. Rappelez-vous Ursula von der Leyen – présidente de la Commission européenne – qui nous a promis un « Green Deal »

²³ « 8 Belges sur 10 désirent qu'un prix maximum soit imposé pour les masques », Test Achats, 5 juin 2020, [en ligne :] <https://www.test-achats.be/famille-prive/coronavirus/news/sixieme-sondage-8-belges-sur-10-prix-maximum-masques>, consulté le 10 novembre 2020.

basé sur une économie durable. Avec la venue du virus, le pacte a été mis sur « pause » pour mettre le paquet sur de nouveaux fonds d'urgence à déployer pour contrer les conséquences du COVID.

Ainsi, pour la sortie de crise du COVID, de gros investissements seront faits pour relancer l'économie mais on s'interroge ; ceux-ci seront-ils orientés vers des projets bas carbone ? Vont-ils aussi tenir compte des causes structurelles qui sont communes aux deux crises – sanitaire et climatique – toutes deux révélatrices de notre vulnérabilité et de notre besoin de résilience. Et dans les deux cas, accélératrice des inégalités sociales ? Va-t-on remettre en question le modèle de développement, l'urbanisation, les pratiques de consommation ? Bref le Green Deal a-t-il encore une chance ? La crise que nous traversons sera-t-elle une véritable opportunité pour sa mise en place ?

Que ce soit pour affronter une crise sanitaire ou une crise climatique, il faut pouvoir anticiper, s'interroger sur un système économique résilient et dans un cas comme dans l'autre, la réponse n'est pas que nationale mais bien internationale. Et dans un cas comme dans l'autre, ce sont les plus vulnérables qui sont le plus en danger.

En janvier 2021, nous apprenons que 5,925 milliards d'euros sont octroyés à la Belgique pour financer son plan de relance. Mais on ne connaît encore rien de son contenu. Thomas Dermine, secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques, semble favoriser cinq axes :

- « l'axe "Durabilité" avec le stockage d'énergie renouvelable, des investissements dans les réseaux de transport, la rénovation énergétique des bâtiments ou encore l'économie circulaire ;
- l'axe "Numérique" avec l'introduction de la 5G et la numérisation de la santé et de la justice ;
- l'axe "Mobilité" des investissements massifs dans le rail ;
- l'axe "Solidarité" qui met l'accent sur la santé, l'intégration des groupes socialement défavorisés et la formation professionnelle ;
- l'axe "Productivité" qui entend promouvoir l'entrepreneuriat, notamment via la fiscalité et le statut social des entrepreneurs mais également la recherche et le développement dans les domaines de la santé et des biotechs ». ²⁴

²⁴ M. COLLEYN, « La Belgique fixe un cadre pour son plan de relance », L'Echo, 10 novembre 2020.

Rien ne semble suggérer, pour l'instant, un mode de production et de consommation plus résilient. Et rien ne semble augurer d'une indispensable vision holistique dans laquelle on repense l'éducation, l'emploi, l'accès à l'eau, à l'énergie, dans laquelle on envisage des villes durables, une économie soutenable. On reste sur les mêmes discours prônant la productivité et le numérique. Rien de neuf sous le soleil. Quant à l'axe solidarité, on ne demande qu'à en connaître davantage sur l'intégration des personnes vivant une forme de précarité. On espère en tout cas que nos dirigeants ne sont plus au stade de croire que la pauvreté n'est qu'une question de formation professionnelle.

Ainsi donc si l'on veut voir du neuf en matière de consommation durable, il faut regarder du côté de la PAC (politique agricole commune) dont 40 % du budget sera consacré à l'effort climatique²⁵. L'eurodéputé Benoit Lutgen tempore toutefois en relevant une incohérence dans la politique européenne : « On ne peut pas à la fois dire qu'il faut atteindre des objectifs environnementaux, sanitaires et de bien-être animal tout en essayant de ratifier l'accord Mercosur. On ne peut pas tenir un double discours et être exigeant par rapport à ses agriculteurs en étant une passoire pour les produits venus de l'extérieur ».

Bref, la mutation des systèmes alimentaires reste timidement dans les mains des consommateurs et des agriculteurs qui changent de cap alors qu'on attend des institutions qu'elles mouillent un peu leur chemise en soutenant des pratiques vertueuses ; aides à la conversion vers le bio durable, à la relocalisation alimentaire, à l'installation des jeunes agriculteurs. Mais aussi imposer à l'agro-alimentaire de vendre les produits aux vrais prix internalisant les coûts sociaux et environnementaux. Mais comment éviter l'émeute face à l'augmentation des coûts ? En France, l'associatif et le politique commencent à débattre d'une aide sociale alimentaire qui serait financée par une partie des salaires et garantirait à chaque citoyen un chèque mensuel de 150 euros à dépenser auprès de producteurs régionaux. Nous ne prétendons pas, à l'heure actuelle, que c'est la panacée mais elle démontre une volonté d'être créatif, de favoriser une alimentation durable pour tous et de mettre fin à l'humiliation des colis alimentaires. Cette réflexion a le mérite d'exister.

²⁵ E. HUET, « La PAC version wallonne en chantier », L'Avenir, 14 janvier 2021, p.6.

A. Une solidarité qui s'organise : les initiatives citoyennes

En mai, au moment où notre compatriote Olivier de Schutter prenait ses fonctions en tant que nouveau rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté, rien encore n'avait été prévu en faveur des personnes pauvres.

Le Réseau belge de lutte contre la pauvreté a pourtant tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises sur les fortes probabilités d'une grave tempête sociale si aucune mesure financière n'était prise pour les 1,8 million de personnes, soit 16,4 % de la population belge qui avaient déjà grand-peine à joindre les deux bouts avant le COVID-19.

Alors, sans attendre que les institutions s'adaptent pour finalement octroyer à partir du mois d'août une prime COVID de 300 euros (par tranches de 50 euros) aux personnes les plus pauvres, les citoyens, eux, se sont rapidement organisés.

Sur le plan alimentaire, de nombreuses associations citoyennes étaient sur le pont.

Dans des institutions bien en place comme les Restos du cœur, la distribution de colis alimentaires a connu une augmentation de 65 %²⁶. Car, parmi le nouveau public qui franchit leurs portes, il y a désormais plus d'indépendants, de personnes qui travaillaient dans l'Horeca ou le culturel, de travailleurs mis en chômage temporaire. Même constat dans les CPAS et à la Croix-Rouge.

On a aussi vu émerger une initiative citoyenne sur les réseaux sociaux – partners.covid-solidarity.org – visant à « mettre en relation des personnes isolées et des personnes bénévoles disponibles dans le même quartier pour effectuer les courses de première nécessité et en assurer la livraison » et ainsi participer à l'effort national de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19.



Sur WhatsApp, des voisins se sont retrouvés dans des groupes de discussion sur lesquels les personnes qui avaient besoin d'aide pouvaient partager des listes de courses.

²⁶ M. BERNAERTS, « La distribution de colis alimentaires s'envole depuis la crise », DH, 31 août 2020, [en ligne :] <https://www.dhnet.be/actu/societe/la-distribution-de-colis-alimentaires-s-envole-depuis-la-crise-le-profil-des-demandeurs-a-change-on-a-beaucoup-d-independants-de-personnes-de-l-horeca-ou-du-milieu-de-la-culture-5f4bc7437b50a677fb3db077>, consulté le 5 septembre 2020.

Des Brigades de Solidarité Populaire à Saint-Gilles, Liège, Schaerbeek et Watermael-Boitsfort ont pu, grâce aux dons de particuliers et de certains magasins, livrer plus de 900 colis alimentaires et sanitaires à plus de 230 foyers précaires²⁷. À Jette, des soupes étaient distribuées deux fois par semaine à des personnes isolées.

À côté des livraisons de courses et de médicaments, il y a eu aussi tous ces citoyens – illustres inconnus et généreux – qui ont pris l'initiative de confectionner des masques pour des personnes de leur quartier, de leur village et souvent gratuitement.

À Liège, des femmes sans-papiers ont confectionné des masques « solidaires » dont la vente alimente une caisse de « sécu solidaire » qui finance les médicaments et les visites à l'hôpital.

D'autres citoyens, organisés dans des Repair Cafés ou des FabLab se sont mis à fabriquer des visières, à reconditionner des ordinateurs ou des tablettes afin de les distribuer aux personnes seules pour qu'elles puissent, de chez elles, maintenir un semblant de relation avec la famille ou les amis.



Diverses plateformes (comme fr.helpify.community ou [solidare-it](https://solidare-it.org) ou corona-solidarite – on ne va pas toutes les citer !) ont aussi été mises en place pour organiser l'appel aux volontaires afin d'aller travailler bénévolement dans des structures d'aide et de soin qui ont souffert de pénurie de personnel.

Avec la seconde vague de l'épidémie en automne, c'est aussi une seconde vague de solidarité qui s'organise. Hôpitaux et maisons de repos peuvent ainsi compter sur des centaines de bénévoles prêts à donner un coup de main dans les cuisines, les lingeries, les garderies pour enfants, les conciergeries qui gèrent les courses des soignants ou repassent leur linge.

Enfin, bien que l'on sorte du cadre des initiatives purement citoyennes, nous mentionnons aussi de beaux exemples de civisme qui sont venus du secteur des entreprises (mais les entrepreneurs sont aussi des citoyens !) comme la Raffinerie Tirlemontoise ou des brasseries locales qui ont converti leur production pour fabriquer du gel désinfectant pour les mains quand ce ne sont pas des pièces de rechange pour les respirateurs dans les hôpitaux.

²⁷ « Brigades de Solidarité Populaire, la Belgique prépare l'après », La Meute, 30 juillet 2020, [en ligne :] https://www.lameute.info/posts/brigades-de-solidarite-populaire-labelgiquepreparel-apres?fbclid=IwAR3ijNkLUZS5hmQPRELFBmuB20CpJ4_kzCEsB1F6PeDluwd1kFEsWYP3I4, consulté le 5 septembre 2020.

Des hôtels aussi ont mis leurs chambres à disposition d'infirmiers ou/et de sans-abris. Des repas et des aides psychologiques à distance ont été offerts aux infirmiers.

Pour la seconde vague, quelques institutions semblaient mieux préparées. La Région wallonne a rassemblé au sein d'un seul site web – trouverdusoutien.be – toutes les coordonnées d'associations ou de professionnels offrant un appui : Un numéro gratuit d'écoute sociale – le 1718, une ligne d'écoute pour les travailleurs indépendants, d'autres pour les aînés, les jeunes, les problèmes de violence, des outils pour vivre le deuil, etc. Encore faut-il être connecté, disposer des outils nécessaires comme un ordinateur ou un smartphone.



Il faut reconnaître que cette pandémie a été l'occasion pour nombre de personnes de se rendre compte de la dure réalité que représente la fracture numérique. Télétravailler à la maison, d'accord. Mais quand les enfants en confinement ont besoin de faire des recherches sur Internet, de suivre des cours à distance, d'imprimer des documents envoyés par les instituteurs et les profs, c'est un peu plus sport quand on n'a pas accès au matériel informatique. En octobre, des CPAS font savoir que des budgets sont disponibles pour permettre aux jeunes de s'acheter un ordinateur. C'est une bonne nouvelle.

B. Une réflexion sur l'après-covid

Bien que nous n'ayons encore aucune certitude sur l'origine du virus (ce qui laisse d'ailleurs la place aux théories complotistes les plus folles), les partisans du développement durable espéraient malgré tout, à l'arrivée de cette première vague, que la réflexion sur les causes probables du COVID-19 puisse remettre sur la table la question de l'exploitation de la nature par l'homme. Car on se doute bien que la pression sur l'environnement, la déforestation, la consommation de viande d'animaux sauvages ou encore l'élevage industriel ne sont pas étrangers à l'affranchissement de l'un ou l'autre virus de son milieu d'origine. Cela a été le cas avec le Sida et Ebola.

Et donc, on a vu fleurir sur la toile les espoirs les plus fous sur ce que devrait être le monde d'après. On a vu quelques personnes espérer un monde meilleur comme l'historien Yuval Noah Harari (auteur de *Sapiens*) qui exprimait que « Face à la nécessité de choisir des solutions, nous devrions nous demander non seulement comment surmonter la menace immédiate, mais

aussi dans quel monde nous vivrons une fois l'orage passé. Car, oui, l'orage passera, l'humanité survivra, la plupart d'entre nous serons toujours vivants mais nous nous retrouverons dans un monde différent. »²⁸

Ainsi, la crise sanitaire est perçue comme une belle opportunité pour mettre le paquet sur les questions environnementales, de santé, de travail, etc. D'ailleurs, en avril, 250 scientifiques appellent à repenser urgemment notre mode de développement²⁹. Olivier De Schutter qui en est signataire déclare dans un post Facebook : « Sachons saisir cette opportunité unique de changer de cap. C'est sans doute notre dernière chance avant la crise suivante, celle du climat et de l'affaiblissement de la biodiversité, qui sera plus dévastatrice encore. Le sens de cet appel est ici : nous ne pouvons plus rechercher à tout prix la croissance économique et considérer que les impacts sociaux et environnementaux peuvent être compensés ensuite, en redistribuant les "fruits de la croissance" et en réparant les dommages aux écosystèmes ; c'est notre modèle même de croissance qui doit, d'emblée, intégrer ces contraintes. Ce n'est pas un retour à la situation d'avant qu'il faut ; c'est une histoire nouvelle à écrire. »

Si certains sont enthousiastes, d'autres le sont moins. Hervé Gardette, producteur de la chronique « la transition » sur France Culture s'exprime le 3 novembre : « Le monde d'après viendra... quand il viendra. Je doute d'ailleurs qu'il y ait encore beaucoup de candidats pour se risquer à nouveau sur ce terrain et nous faire partager leur conviction que le reconfinement est l'électrochoc dont nous avons tous besoin pour changer de modèle et combattre de front – enfin ! – le changement climatique. Ça n'a pas marché au printemps, le monde est resté tel qu'il était, et on ne voit pas pourquoi l'automne serait plus propice ».³⁰

²⁸ Y.N HARARI, « Le monde dans lequel nous vivrons, après l'orage », *l'Express*, 26 mars 2020, [en ligne :] https://www.lexpress.fr/actualite/yuval-noah-harari-le-monde-dans-lequel-nous-vivrons-apres-l-orage_2121963.html, consulté le 2 septembre 2020.

²⁹ « Plus de 250 scientifiques appellent à repenser d'urgence notre mode de développement », *La Libre*, 8 avril 2020, [en ligne :] https://www.lalibre.be/debats/opinions/plus-de-250-scientifiques-appellent-a-repenser-d-urgence-notre-mode-de-developpement-5e8dddb99978e2284155a4f0?fbclid=IwAR3t5ikhUIrVl0japXTeyK19J0_2FjCbirumHegAy0l7JSu65z2JddWkGcE, consulté le 1^{er} septembre 2020.

³⁰ H. GARDETTE, « Covid Climat, toute ressemblance n'est pas fortuite », *France Culture*, 3 novembre 2020, [en ligne :] <https://www.franceculture.fr/emissions/la-transition/covid-climat-toute-ressemblance-nest-pas-fortuite?fbclid=IwAR3eMnx6l6Y90u1ldEHrrHE-by6XsFtEkbQlqVhHAI0r8lCeoqiBoys08z8>, consulté le 17 novembre 2020.

Et si ces changements de paradigmes n'adviennent pas, c'est sans doute à cause de ce que le philosophe Alain Deneault décrit comme cet « espoir sourd chez bien des gens que l'idéologie du pouvoir dominant – qui n'est pas seulement celui d'un parti politique, mais celui d'un establishment financier, de la grande industrie, de la haute finance – dit vrai. Ce serait donc plus simple si ce discours idéologique au pouvoir disait le vrai ! Que des experts s'occupent de tout, que tout est entre de bonnes mains, qu'on sait où on va, que la croissance est garantie. Qu'il y aura toujours de l'énergie, qu'il y aura des solutions techniques à la crise écologique, qu'il y aura toujours des supermarchés avec une abondance de produits qu'on pourra consommer éternellement. C'est un fantasme ». ³¹

Conclusion

Dans l'ensemble, le système a relativement bien tenu le coup. La sécurité sociale a démontré une fois encore toute son indispensable utilité. Mais tout le monde ne s'en sort pas indemne. Les fissures et les sacrifices étaient nombreux et ont couvert tous les aspects de notre vie ; famille, éducation, situation professionnelle, alimentation, santé, vie sociale, culture, etc. Nous n'étions pas prêts à cohabiter avec un virus mortel. Ce dernier nous a donc permis de constater de manière encore plus évidente les failles de systèmes qui sont pourtant pointées du doigt de manière régulière dans le monde médical, dans la chaîne alimentaire, dans la mobilité et la manière de travailler, dans la protection offerte aux travailleurs...

Les exemples de rupture de la chaîne d'approvisionnement comme nous les avons connus posent plus largement des questions de sécurité alimentaire à l'heure où encore 800 millions de personnes n'ont pas accès à une alimentation suffisante et de qualité. L'aide alimentaire, dont dépendent encore 450 000 Belges, a d'ailleurs été particulièrement impactée par la crise. Entre confinement des bénévoles, souvent des personnes âgées, nouvelles règles de sécurité, fermeture des restaurants sociaux, explosion de la précarité avec la crise et difficultés d'approvisionnement, le secteur étouffe. L'incapacité des états à fournir des services essentiels, tels que l'alimentation, à une partie de

³¹ A. DENEAULT, « La pandémie, déclencheur de l'esprit », *Lapresse.ca*, 31 mars 2020, [en ligne :] <https://www.lapresse.ca/arts/litterature/2020-03-31/la-pandemie-declencheur-de-l-esprit>.

la population pose question par rapport à l'avenir et aux crises, notamment climatiques, qui nous attendent.³² Il est donc plus qu'urgent d'agir pour garantir l'accès à l'alimentation pour tous. Des mesures doivent être prises par les états pour adresser des réponses aux enjeux du système alimentaire et ces mesures doivent être contextualisées par rapport aux différentes situations culturelles, socio-économiques, géographiques, etc.³³

Parmi ces réponses parions sur des investissements dans l'agroécologie et la relocalisation des activités économiques. Dans le champ plus spécifique de l'aide alimentaire, qui n'est pas viable en période de crise intense tout comme il n'est pas digne des personnes qui en bénéficient, il n'est pas impossible de voir la mise en place d'une mesure qui fait son chemin : la distribution de chèques-repas à la place des colis alimentaires.

En tout cas, la bonne nouvelle dans tout cela est que nous avons pu nous réjouir de voir que la solidarité citoyenne est prompte à combler autant que possible quelques carences de l'état. Mais veillons toutefois à ce que l'exceptionnel ne devienne pas permanent.

Aujourd'hui encore, cette solidarité belge semble ne pas fléchir. Un sondage CNCD 11 11 11 mené en collaboration avec *Le Soir* et la RTBF sur le thème « Monde d'après, juste et durable »³⁴, montre l'engagement des Belges envers un monde équitable et durable. Ils se disent favorables à la sécurité sociale, la justice sociale, l'agroécologie, les énergies renouvelables, l'économie circulaire, les circuits courts dans le domaine alimentaire, une taxe européenne sur le plastique et le kérosène même s'ils doivent payer plus cher leur billet d'avion. Ce même sondage montre que dans leur grande majorité, les Belges veulent aussi un vaccin à un prix abordable pour tous. Tout cela est donc plutôt encourageant.

À l'heure où nous écrivons ces lignes un vaste plan de soutien économique de plus d'un milliard d'euros a été décidé par le nouveau gouvernement fédéral. Mais saura-t-on un jour ce que le COVID-19 va nous coûter ? Quel sera le bilan économique de 2020 ? Le nombre de faillites ? De personnes ayant perdu leur emploi ? Quel sera le bilan humain ? Comment estimer toute la souffrance psychologique engendrée par le confinement, du plus jeune enfant aux plus

³² E. GLINE, « Le COVID-19 étouffe le secteur de l'aide alimentaire », *Alterechos.be*, 8 avril 2020, [en ligne :] <https://www.alterechos.be/e-covid-19-etouffe-le-secteur-de-laide-alimentaire-deja-a-bout-de-souffle>, consulté le 1^{er} octobre 2020.

³³ Communiqué d'IPES-Food, op. cit.

³⁴ P. LEPRINCE, « Les Belges veulent plus de solidarité », *Le Soir*, 9 novembre 2020, p.15.

ânés ? Quel sera le taux de suicide dû aux multiples crises engendrées par ce virus ? Combien de temps nous faudra-t-il pour nous relever ? Verra-t-on seulement la fin de cette cohabitation avec le COVID ? Doit-on attendre la vie d'après ou se résigner à vivre avec ?

Dans ce marasme au quotidien, certains restent positifs. Pierre Defraigne, directeur général honoraire à la commission européenne déclarait dans un article³⁵ que face à cette situation inédite qu'est la pandémie qui s'installe dans un contexte de triple crise (économique, environnementale et géopolitique), c'est sur la génération COVID-19 qu'il compte. Cette jeunesse que l'on a cloîtrée devrait devenir plus critique encore, et plus ouverte sur le monde et le rapport de l'humanité à la nature. Elle serait psychologiquement prête à faire des choix collectifs audacieux sur le plan européen : « il ne faut pas moquer les "jeunes pour le climat" qui hier marchaient dans nos rues mais qui (...) voient mieux que nous ce qui les attend. Ils sont une révolution tranquille en marche. »

Comme le chantait un condamné à la crucifixion dans un film des Monty Python : « Always look on the bright side of life » !

**

Biochimiste, licencié en sciences de la santé publique, Michel Dejong est animateur au sein du Pôle Éducation permanente pour la thématique Consommation durable du CPCP.

Karin Dubois est diplômée en Sciences Politiques, en Sciences du Travail et en Communication. Elle est animatrice au sein du Pôle Éducation permanente et responsable de la thématique Consommation durable du CPCP.

Solène Houzé est chercheuse au CPCP. Elle est titulaire d'un master en agroécologie.

³⁵ P DEFRAIGNE, « Avoir 20 ans par temps de covid-19 », *La libre Belgique*, 9 novembre 2020, consulté le 10 novembre 2020.

DEJONG Michel, DUBOIS Karin, HOUZÉ Solène, *La consommation durable en temps de COVID-19*, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 429, 2021, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/consommation-covid>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Si pour certains, l'année 2020 a été une période faste pour envisager son quotidien sous un angle différent, pour de nombreux autres, la cohabitation avec le COVID-19 a représenté un plongeon vers la détresse, une accumulation de craintes, un manque de tout jusqu'à se résoudre à solliciter, avec honte, des colis alimentaires dont la demande a explosé.

Système alimentaire tendu, problèmes d'approvisionnement, fluctuation des prix, failles du secteur de la grande distribution, succès temporaire des circuits courts, nous verrons ici de quelle manière ce virus a bousculé le secteur alimentaire mais aussi celui de l'énergie et comment les personnes plus fragiles ont vécu ces bouleversements.

2020 sera une année marquée par la vulnérabilité, celle des personnes et celles des systèmes que l'on veut remettre en question. Émergent alors de nouveaux questionnements sur « le monde d'après ». Et l'on attend beaucoup du plan de relance économique, espérant que cette crise sanitaire sera le prétexte pour changer la société de manière structurelle et éviter les affres des crises climatiques, sociales et économiques à venir. Mais rien n'est moins sûr...

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Avenue des Arts, 50/bte 6 — 1000 Bruxelles

0493 94 89 43 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/